

CADRE MACROECONOMIQUE DU CONGO

Généralités

La République du Congo dispose d'une population estimée à 4,3 millions d'habitants en 2014 pour une superficie de 342 000 Km². La population croît au taux annuel moyen de 2,8%. 70 % de la population totale vit en ville, notamment à Brazzaville et à Pointe-Noire.

Selon l'Indice de Développement Humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Congo est classé dans la catégorie « développement humain moyen » en 2014.

L'évolution économique récente du Congo a été favorable. En effet, au cours des cinq dernières années, la croissance du PIB s'est établie en moyenne à 5,0 % par an, d'une part grâce à l'allègement de la dette multilatérale et bilatérale au titre de l'initiative PPTTE et de l'IADM en 2010 et, d'autre part, en raison des niveaux élevés des prix du pétrole qui ont permis des dépenses importantes d'investissement. Les prix élevés du baril de pétrole ont permis au pays d'accumuler une épargne budgétaire substantielle. Mais l'effondrement des cours vient réduire la marge de manœuvre budgétaire et rappelle la fragilité des finances publiques congolaises.

Evolution de la production et de l'inflation en 2014

Consolidation de la croissance

Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 6,7 % après la hausse de 3,3 % enregistrée en 2013. La consolidation de l'activité résulte du redressement de 1,1 % de la production pétrolière après la baisse de 9,5 % obtenue en 2013, mais aussi du raffermissement de l'activité du secteur hors pétrole à 8,5 % contre 8,0 % en 2013.

Le secteur primaire a amélioré ses performances, grâce essentiellement au redressement de la production pétrolière porté par la reprise du champ Nkossa, à l'entrée en production de nouveaux puits sur le site de Moho-Bilondo et sur les champs Likouala, Loango, Mboundi, Zingali, Litanzi, au rebond observé sur les sites Zatchi, Kitina, Emeraude, Yombo et Libondo. La hausse de la production trouve aussi son origine dans les investissements massifs réalisés, permettant ainsi l'exploitation de nouveaux champs.

L'activité du secteur secondaire a nettement progressé pour atteindre 24,4 % après 11,6 enregistrés en 2013. Outre la poursuite des activités dans les BTP, la vigueur du secteur provient essentiellement des industries agroalimentaires (boissons, tabacs et autres produits agro-alimentaires), de la hausse de la production de ciment et de l'industrie du bois. La branche eau et électricité a contribué, mais de façon marginale, au dynamisme du secteur, grâce notamment à l'amélioration progressive, bien que poussive, de l'offre d'eau potable et de l'énergie électrique.

L'activité du secteur tertiaire est restée orientée à la hausse pour de multiples raisons. Primo, le commerce, les services aux ménages ainsi que les services aux entreprises ont nettement progressé en phase avec la croissance remarquable enregistrée dans le secteur non pétrolier. Secundo, les transports ont tiré profit de la poursuite des travaux de réhabilitation des équipements et de l'extension des infrastructures du port autonome de Pointe-Noire et des voies ferroviaires. Tercio, les activités de la branche « télécommunications » sont en hausse, sous l'effet de nombreuses compagnies de promotion tarifaire pour accroître le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile, à l'Internet et à la télévision par satellite.

La production des entreprises a fait l'objet d'une demande intérieure vigoureuse sous forme d'investissement des administrations publiques et des entreprises, mais également sous forme de consommation des ménages (hausse de 25 % du point d'indice salarial de la Fonction publique). En revanche, les exportations nettes ont pesé négativement sur la croissance, à cause de l'accroissement substantiel des importations, en rapport avec la fermeté de l'activité dans le secteur hors pétrole.

Ralentissement de la hausse des prix à la consommation des ménages

L'inflation, mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation des ménages, s'est établie à 0,9 % en moyenne annuelle contre 4,7 % en 2013. La détente des prix découle notamment du ralentissement du rythme d'augmentation des prix des postes « Produits alimentaires », « Restaurant et hôtels », « Communications » et « Logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles ».

Détérioration des indicateurs des finances publiques

Les recettes totales de l'Etat ont été fortement affectées par la chute des prix du pétrole. Elles ont baissé de 11,1 % pour s'établir à FCFA 2752,6 milliards contre 3096,5 milliards, en dépit de la hausse des exportations de pétrole et de l'augmentation de 8,7 % des recettes non pétrolières due à la poursuite de la mise en œuvre des réformes fiscal-douanières, ainsi que de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

De leur côté, les dépenses totales ont augmenté de 24,3 % pour s'établir à FCFA 3158 milliards contre FCFA 2549 milliards en 2013. Cette hausse découle de la poursuite du programme de construction des infrastructures de base et des réparations des dégâts de la catastrophe de Mpila. Elle résulte également de la hausse de la masse salariale consécutive au relèvement de 25 % du point indiciaire.

En conséquence, l'exécution budgétaire s'est traduite par un déficit budgétaire de base¹ de 5,2 % du PIB.

En tenant compte de l'apurement des arriérés intérieurs et extérieurs de FCFA 55,1 milliards, du paiement de l'amortissement de la dette extérieure de FCFA 178,7 milliards, du désengagement net vis-à-vis du système non bancaire de FCFA 204,6 milliards et des prêts non recouverts de FCFA 5 milliards, le besoin de financement de l'État s'est établi à FCFA 811,1 milliards. Il a été couvert par la mobilisation de ressources extérieures, dont FCFA 182,3 milliards de dons projets, 466,5 milliards de prêts projets, FCFA 7,7 milliards d'allègements de la dette, et par la mobilisation ressources intérieures de FCFA 154,6 milliards auprès du système bancaire.

Dégradation de la balance des paiements et maintien de la viabilité de la dette

Le déficit des transactions courantes hors transferts publics, qui représentait déjà 31,5 % du PIB en 2013, s'est considérablement creusé pour représenter 50,8 % du PIB, soit FCFA 3531,2 milliards. La détérioration du solde de la balance des opérations courantes découle de la réduction de l'excédent commercial, du niveau très élevé des déficits des balances des services, des revenus et des transferts courants.

¹ . Solde budgétaire de base = recettes totales (hors dons) – dépenses courantes - dépenses en capital sur recettes propres. C'est un critère de convergence multilatérale dans la CEMAC.

L'excédent du compte de capital et des opérations financières s'est renforcé pour atteindre FCFA 3731 milliards contre FCFA 954,1 milliards en 2013.

Les évolutions décrites ci-dessus ont induit un solde globale de paiements excédentaire de FCFA 106,2 milliards contre FCFA 303,1 milliards. Cet excédent a servi essentiellement à augmenter les réserves officielles.

En matière de dette publique, l'analyse de viabilité de la dette (AVD) du Congo réalisée par le FMI et la Banque mondiale a permis de mettre en évidence la soutenabilité de la dette du Cameroun.

	<u>Seuils</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>2017</u>	<u>2018</u>
Dette publique totale*/PIB (dont dette extérieure)	70	33,1 (23,5)	34,1 (25,7)	38,2 (32,0)	37,9 (33,9)	35,4 (33,1)	33,9 (32,6)	29,5 (29,1)	28,9 (28,9)
Service dette publique extérieure*/exportations	15	0,2	0,2	0,3	3,5	3,9	3,	3,	3,4
VA**dette ext/Exportations	100			33,7	27,0	25,4	24,3	21,2	20,6
Service dette*/recettes totales	18	0,4	2,6	6,4	10,2	9,8	8,3	8,0	7,2

Source : FMI.

Étant donné la faiblesse de l'endettement extérieur et le raffermissement des indicateurs de la capacité de remboursement, le stock de la dette et le ratio du service de la dette restent largement dans des limites permettant d'assurer la viabilité de la dette à moyen et long terme. Le pays court un « faible risque de surendettement ».

Situation monétaire

L'évolution des principaux agrégats monétaires du Congo au 31 décembre 2014 a été marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets², un accroissement du crédit à l'économie et une baisse de la Position Nette du Gouvernement³.

Les avoirs extérieurs nets ont baissé de 5,7 % pour atteindre FCFA 2828,1 milliards contre FCFA 3000,4 milliards, en raison de l'évolution défavorable des recettes provenant des produits d'exportation.

Du fait de la consolidation de l'activité économique, les crédits à l'économie ont progressé de 21,6 %, pour s'établir à FCFA 960,6 milliards contre FCFA 790 en 2013.

La position nette créditrice de l'État s'est réduite davantage pour se situer à 759,1 milliards en 2014 contre 1 321,9 milliards, traduisant ainsi une amélioration de la trésorerie.

². Avoirs extérieurs nets : créances ou engagements nets des institutions monétaires (Banque Centrale et banques) sur l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des avoirs extérieurs bruts, l'ensemble des engagements extérieurs, y compris les engagements à moyen et long terme.

³. Position Nette du Gouvernement (PNG) = Dettes du Trésor après du système bancaire – créances du Trésor sur les banques. Par convention, une PNG créditrice est précédée du signe (-) alors qu'une PNG débitrice est précédée d'un signe (+).

Critères de surveillance multilatérale

Le Congo a respecté les quatre critères de surveillance multilatérale établis par la CEMAC :

- Solde budgétaire de base (> 0) : 3,5 % du PIB
- Taux d'inflation annuel moyen (< 3 %) : 0,9 %
- Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (≤ 70 %) ; 31,0 %
- Arriérés de paiement (=0,0) ; pas d'accumulation d'arriérés de paiement extérieurs et intérieurs sur la gestion courante.

Perspectives économiques pour 2015

Les perspectives macroéconomiques du Congo pour l'année 2015 sont peu reluisantes, notamment en ce qui concerne les finances publiques et les échanges extérieurs.

L'activité progresserait de 6,7 % comme en 2014, sous l'effet conjugué de la poursuite de la vigueur du secteur hors pétrole et l'entrée en production des nouveaux champs pétroliers. L'inflation se situerait en moyenne à 1,5 %, inférieure à la norme communautaire de 3,0 %. En revanche, s'agissant des finances publiques, le déficit budgétaire, base engagements et hors dons s'aggraverait pour atteindre 12,7 % contre 5,8 % en 2013. De même, en ce qui concerne les échanges extérieurs, le déficit du compte des transactions courantes hors dons se dégraderait davantage pour atteindre 88,5 % du PIB contre 50,8 % du PIB enregistrés en 2013.

Relations avec la BDEAC

Les relations entre la BDEAC et le Congo sont excellentes. En effet, depuis la reprise des financements en 2003, les concours de la BDEAC en faveur du Cameroun se chiffrent à FCFA 136,77 milliards pour vingt et sept (27) opérations. Ils sont répartis comme suit :

- | | |
|-------------------------------|----------|
| • Infrastructures | : 27,4 % |
| • Industrie et agro-industrie | : 46,4 % |
| • Télécommunications | : 2,2 % |
| • Finance | : 11,4 % |
| • Immobilier | : 12,6 % |

Les projets du secteur privé représentent 61,0 % du volume d'approbations en faveur de ce pays.